

21 MARS 2017



Développement industriel et des services publics

TOUTES ET TOUS CONCERNÉS

TOUTES ET TOUS MOBILISÉS

LE 21 MARS PROCHAIN, LA CGT ORGANISE UNE JOURNÉE D'ACTION SUR LES ENJEUX DE POLITIQUE INDUSTRIELLE.

Halte à la casse industrielle !

L'industrie est en déclin depuis trente ans. Aujourd'hui, la production industrielle atteint à peine 10 % du produit intérieur brut (PIB), contre 16 % en moyenne dans la zone euro. L'emploi industriel a reculé de près de 25 % en quinze ans pour se situer aujourd'hui autour de 3 millions de salariés. La France importe 60 % de ses produits industriels.

Les causes de ce déclin industriel sont nombreuses :

- la primauté donnée à la financiarisation de la gestion des entreprises industrielles depuis quarante ans ;
- les choix politiques et économiques des gouvernements qui se sont succédé : politiques d'austérité, recherche forcenée de la baisse du « coût du travail » conduisant aux délocalisations et à l'externalisation des activités ; sans qu'à aucun moment la question du coût du capital soit examinée ;
- Le dumping social, fiscal et environnemental ;
- le détournement des richesses créées par les tra-

vailleurs au profit des actionnaires et au détriment des investissements productifs, de la recherche-développement, du renouvellement des savoir-faire et de la qualification des salariés.

Une industrie forte est nécessaire

Pour la CGT, l'industrie est indispensable pour répondre aux besoins fondamentaux de la population (alimentation, eau, énergie, transport, éducation, santé, culture). Il faut produire autrement et mieux, ce qui implique de rompre avec la logique de développement libéral. Il est urgent d'agir pour un développement humain durable, de mettre en place des circuits courts, l'économie circulaire, de produire des objets durables et réparables.

Une industrie forte est possible si l'on s'en donne les moyens

Le système bancaire et financier doit être au service du développement de l'industrie, ce qui implique d'inverser la logique actuelle où c'est l'industrie



qui est au service de la finance. Cela nécessite de rompre avec les politiques actuelles, où le patronat est inondé d'aides publiques et d'exonérations fiscales et sociales inefficaces comme le CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) ou le CIR (Crédit d'impôt recherche), et ce sans aucun contrôle ou contrepartie. Il en sera certainement de même pour le Crédit d'impôt de taxe sur les salaires (CITS) pour les Associations non lucratives remplissant bien souvent des missions publiques. Une réforme fiscale ambitieuse est indispensable. Enfin, il faut mettre le système bancaire et financier au service du développement industriel, notamment en créant un pôle financier public pour favoriser l'emploi et impulser un développement solidaire des territoires.

Prétendre développer une industrie du futur tout en laissant fermer les sites industriels les uns après les autres est une dangereuse illusion. Il faut investir pour moderniser les usines et l'appareil productif. Il faut anticiper les mutations technologiques pour transformer les emplois, garder la maîtrise technologique des savoir-faire et des compétences, diminuer le temps de travail et améliorer les conditions de travail.

Mener une politique industrielle ambitieuse implique aussi de développer les droits d'intervention des salariés dans l'ensemble des secteurs de l'économie et pas seulement dans l'industrie. Les salariés doivent bénéficier d'une représentation collective effective, quelle que soit la taille de l'entreprise. Il faut strictement réglementer la sous-traitance et ins-

tituer une responsabilité sociale et stratégique des donneurs d'ordre à l'égard de leurs sous-traitants. Les comités d'entreprise doivent avoir un droit de veto sur les plans de suppression d'emplois. Les aides publiques aux entreprises doivent être contrôlées et conditionnées, notamment à l'emploi et à l'investissement productif.

Pas d'industrie sans services publics, pas de services publics sans industrie !

Le développement d'une industrie moderne suppose des services publics de qualité en matière d'éducation, de recherche, de santé, de transport, etc. Il faut des services publics forts dans tout le pays pour contribuer au développement économique et à l'aménagement du territoire. La dépense et la commande publiques sont des leviers puissants pour créer des emplois et lutter contre le fléau du chômage. Dans le même temps, le développement industriel est une des conditions de financement des services publics.

Les politiques d'austérité, la réforme territoriale, celles de l'État et de l'hôpital sont des outils d'adaptation de l'action publique aux impératifs du capital, au détriment des besoins des usagers et des conditions de travail et d'emploi des agents. Ces politiques sont partout en échec et provoquent chômage, paupérisation, désindustrialisation, affaiblissement de la cohésion sociale. Il est urgent de rompre avec cette orientation destructrice.

LE 21 MARS 2017

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS ONT UN INTÉRÊT PREMIER À AGIR POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

**NOUS APPELONS LES AGENTS PUBLICS
À PARTICIPER AUX INITIATIVES
TERRITORIALES ORGANISÉES PAR LA CGT.**